UNFPA Mauritanie

SWEDD

BANQUE MONDIALE

Les leaders religieux déroulent leurs plans d'actions à Nouakchott

07 au 10 mai 2018, Nouakchott, Mauritanie

Pairs éducateurs et religieux : des expériences pour une feuille de route

Pendant une heure, les leaders religieux ont discuté entre eux, sous l'encadrement de personnes ressources, suivant les quatre thématiques retenues :

- Autonomisation des femmes et des jeunes et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme, expérience de la Rabita Mohammadia des Oulémas du Maroc présidé par Dr Yacine Souidi, chercheur à ladite Rabita
- Engagement des leaders religieux au niveau communautaire dirigé par Dr Mardhiyyah Abass Mashi du Nigéria
- Expérience des femmes religieuses, dirigée par Ghalia Mohamed Salah El Nadhif du Tchad et Khadijetou Mint El Mamy de Mauritanie
- Prêche dans les zones où les opinions radicalisées sont présentes, dirigé par Pr.Mongia Nefzi Souahi de la Tunisie

M.Cheikh Ould Saleh, SG Rabita des Ulémas de Mauritanie

***Le dialogue, comme moyen de lutte contre l'extrémisme**

"*L'extrémisme n'a épargné aucun pays et on ne peut pas le lier à une religion donnée*" a déclaré M.Cheikh Ould Saleh dans son introduction. Selon lui, la Mauritanie a combattu le terrorisme par le dialogue, un principe de base de notre religion, celui des Prophètes Ibrahim, Issa et Mohamed (Paix et Salut sur Eux) qui ont eu à braver leur peuple. Il a indiqué par ailleurs que l'extrémisme et l'hérésie ont touché le monde arabe, mais pas réellement la Mauritanie, même si malgré la vigilance des autorités, certains courants ont emporté quelques jeunes. Mais avec le dialogue apaisé entre eux et les Ulémas, beaucoup se sont repentis. Cheikh Ould Saleh d'ajouter que le courant Jihadiste par contre n'a pas atteint la Mauritanie.

Cheikh Ould Saleh a évoqué la méthodologie suivie par les Ulémas pour plier ces jeunes, notamment l'Ijtihad, qui est basé sur le bon sens et la raison. C'est grâce à la flexibilité, sans heurt frontal avec les mouvements extrémistes, des discussions sérieuses et la confrontation des thèses extrémistes aux argumentaires religieux, en plus de programme d'insertion dans la vie active, que les jeunes embrigadés à l'étranger ont pu être récupérés, a-t-il conclu

Les religieux déroulent leurs plans de communication à Nouakchott

Les religieux ont élaboré des plans d'actions à réaliser dans six mois, avec un rappel portant sur les problématiques et les objectifs de la Campagne pour un changement social et de comportement (CCSC).

Burkina Faso

Les religieux prévoient un atelier de restitution (Caire et Nouakchott), une journée de débriefing sur la CCSC, un symposium, des conférences, rencontres avec les acteurs et un forum régional. En SR, l'organisation de jeux-concours, émissions radiotélévisées, prêches et formation de points focaux, avec accent sur les Medersas et leur curricula.

Côte d'ivoire

Plan d'action en quatre axes : plaidoyer et renforcement de capacités des religieux, sensibilisation sur les cibles, visites de supervision, réunions et bilan trimestriel.

Mauritanie

Une exigence, l'implication des religieux dès la conception des stratégies. Le plan d'action porte sur le renforcement des capacités, des spots radiotélévisés, un plaidoyer-argumentaires religieux, un guide khotba, une caravane sur le DD et l'autonomisation des femmes, suivi-évaluation avec implication des religieux.

Niger

Le plan comporte le renforcement des capacités, restitution des conférences du Caire, Nouakchott et Niamey, formation des Imams, atelier de formation des enseignants coraniques, mobilisation de moyens matériels. En termes de mobilisation sociale, organisation de caravanes, débats radiotélévisés, prêches dans les mosquées, suivi-évaluation et revue annuelle. Coût, 150 millions de francs Cfa.

Mali

Le plan comprend le renforcement des capacités des intervenants d'ici juin, des sessions de formation, des animations en marge de grands rendez-vous sportifs (CAN), le renforcement de la campagne nationale et la scolarisation des filles.

Tchad

Le Tchad a présenté ses indicateurs, puis son plan d'action avec supports médias, formation des journalistes et stratégie CCSC.

Témoignages des participants

Justin Koffi, Coordonnateur régional Projet SWEDD

"*Nouakchott est pour le SWEDD un rendez-vous important. Depuis le lancement du projet en 2015 à Niamey au Niger, nous avons construit un partenariat avec les leaders religieux. Un certain nombre d'activités de renforcement des capacités ont eu lieu dans leurs pays et aujourd'hui nous sommes venus concrétiser un plan de travail avec les religieux qui sont devenus des champions pour l'autonomisation des femmes et des filles et des champions dans le domaine du Dividende Démographique . Nous partons d'ici sur la base des défis qui se présentent à ce projet, en termes d'éducation, de scolarisation des filles, d'accès aux services de santé de la reproduction, y compris la planification familiale, des défis en termes de violences faites aux femmes, d'inégalités de genre, pour construire des plans d'action pour l'implication des religieux afin de lever ces obstacles et atteindre les objectifs de développement du projet SWEDD, c'est-à-dire l'autonomisation des femmes en vue de la capture du Dividende Démographique*".

Hind Jelal, Bureau régional UNFPA- Dakar

"*Les six pays SWEDD, plus le Bénin, se sont réunis ici pour aller, au-delà de l'engagement des religieux, vers plus d'actions concrètes. C'est un long processus qui a commencé par Ndjamena, Dakar, puis l'atelier pilote du Caire ou ces mêmes religieux ont pu avoir les outils et les fondements théoriques de l'égalité entre les sexes, la planification familiale et la lutte contre les violences basées sur le genre en Islam. Aujourd'hui, Nouakchott marque une autre étape, celle de l'élaboration de plans d'actions qui seront déclinés avec des objectifs précis et des moyens, donc avec des budgets. Ces plans, ils devront les concrétiser sur le terrain une fois de retour dans leur pays*".

Abd Dayem Abdallah Ousmane, SG adjoint du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques du Tchad

"*Beaucoup de leaders engagés dans les programmes SWEDD ne sont pas fonctionnaires, mais il y a certains qui le sont. Or, pour participer aux activités de sensibilisation et de plaidoyer, ces leaders-fonctionnaires ont besoin d'obtenir des droits d'absence. D'autre part, je pense que le projet SWEDD doit organiser des émissions TV pour permettre aux religieux d'être mieux informés*"

Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel

Expérience du Guide islamique

Pr.Mohamed Mokhtar Sidina, spécialiste en Genre et Autonomisation des femmes a articulé son intervention sur les femmes, dans leur pouvoir de gestion, dans la prise de décision et dans leur rôle d'éducatrices, avant d'aborder la position de l'Islam par rapport aux problèmes de santé, la SR, la PF, les MGF, rappelant les recommandations de l'islam sur la bienveillance et l'équité à l'égard des femmes. Il a développé ses principales idées en citant le Coran et la Sunna.

Regard d'un économiste sur l'autonomisation des femmes et le Dividende démographique

Dr.Saadbou Sidaty Regad, de l'Université de Nouakchott, a mis en exergue l'importance de l'autonomisation des femmes et du dividende démographique d'un point de vue économique. Il a évoqué les injustices infligées à la femme qui est, selon lui, privée de ses droits, même ceux que l'Islam lui accorde.

Selon lui, le travail de la femme pose un grand problème au Sahel, et si elle sort pour la première fois pour travailler, c'est sous la contrainte de la pauvreté du ménage ou de la famille. Mais une fois que la situation s'améliore, elle se retire peu à peu au foyer pour s'occuper des travaux ménagers. Et, si par la suite, elle rejoint le marché de l'emploi, ce sera de son propre gré. Ainsi, l'amélioration des conditions de vie de la famille donne plus de chances aux femmes pour s'autonomiser, se former et s'éduquer.

Cette problématique de l'accès de la femme au marché de l'emploi se pose ainsi, d'après lui, dans le Sahel, au même titre que son éducation, sa santé, son apport économique et son pouvoir de décision, même si c'est d'une manière différenciée d'un pays à l'autre.

Dr.Regad a expliqué que la baisse de la fécondité donne à la femme plus de chance à poursuivre des études ou pour travailler, ce qui aura pour conséquence l'amélioration des revenus du ménage et de la communauté, des enfants en bonne santé et instruits et sur le plan national, une croissance économique plus importante.

Il a souligné que la fenêtre des opportunités, qui se manifeste par le renversement de la pyramide des âges, l'amélioration des services de santé et d'éducation, ainsi que l'autonomisation des femmes, n'est pas éternelle et qu'il faut profiter de son ouverture pour briser la chaîne de la dépendance.

Le mariage des filles les expose à la mort ou la fistule

Dr.Saleh Abdel Salam du Ministère tchadien du Plan a présenté une communication sur les causes de la mortalité maternelle et de la Fistule au Sahel, en donnant un aperçu général, soulignant que 830 femmes meurent de causes évitables chaque jour. Selon lui, la fistule très répandue au Sahel, survient à la suite d'accouchements difficiles sans assistance médicale. Elle est due à des grossesses précoces, la pauvreté, la malnutrition, le manque d'éducation et un accès limité aux soins obstétricaux d'urgence (SONU). La fistule représente, selon Dr.Saleh, 75% des décès maternels, 27% des hémorragies sévères et 14% des avortements à risque. Il a cité parmi les causes indirectes de la fistule, le paludisme, l'anémie et le VIH durant la grossesse. Parmi les causes sous-jacentes, les contraintes culturelles et religieuses, le statut des femmes et adolescentes, l'ignorance, l'isolement. Il a énuméré d'autres facteurs comme les "Quatre trop", grossesses trop tôt, trop tard, trop nombreuses ou trop rapprochées, ainsi que les "Trois retards", retard du recours aux soins, d'accès à une structure et de prise en charge. Combattre la mortalité maternelle et la fistule passe selon Dr.Salah par l'interdiction des mariages précoces, le suivi des consultations, l'accouchement assisté, l'accès aux SONU et la PF, mais aussi la lutte contre les inégalités.

S'adapter aux changements sociaux pour prêcher en zones radicalisées

Pour mener la lutte contre l'extrémisme, Pr.Mongia Nefzi Souahi de l'Université Zaitoune (Tunis) estime que les leaders religieux doivent comprendre et s'adapter aux changements sociaux, avoir la culture du respect, avoir la facilité de contact avec les extrémistes et adopter l'attitude d'un prédicateur et non celle d'un juge.

Auparavant, elle s'était penchée sur l'histoire du terrorisme, apparu selon elle au 1er siècle ap. J.C, avant de se développer au 17ème siècle et prendre de l'ampleur depuis l'attaque du 11 septembre 2001.

Abordant les caractéristiques contemporaines du terrorisme, Pr.Mongia distingue dans son évolution, avec la naissance de plusieurs organisations, le caractère mondial du fléau et la stigmatisation de l'islam comme vecteur du phénomène, créant un courant islamophobe. Elle a indiqué qu'en réalité le terrorisme n'a pas de religion et a cité des pistes de solution, dont le dialogue contre l'extrémisme.

Elle a cité les causes du terrorisme, dont la pauvreté, l'apatridie, la croyance religieuse, les frustrations, l'absence de liberté et l'isolation. Elle a ensuite énuméré les piliers sur lesquels s'appuie le terrorisme, comme l'exégèse, le Tekfirisme, l'isolement et la destruction.

Pour contrer le terrorisme, Pr.Mongia propose de disséminer les valeurs religieuses contraires à la violence, mettre en évidence les valeurs qui promeuvent la femme, imposer le respect des lois et des règlements

Témoignages des participants

M.Tao Mohamed, Burkina Faso

"*J'invite les leaders religieux à prendre leurs responsabilités. Nous devons faire suivre nos paroles par des actes et je pense que la Umma islamique souffre beaucoup depuis qu'elle a arrêté de faire de l'Ijtihad, car on a laissé le terrain aux conservateurs radicaux*".

Saadani Marakchi, Ministère mauritanien des Affaires Islamiques

"*Le principal problème des femmes est l'ignorance due à la non application des préceptes de la religion qui accorde le même intérêt pour l'enseignement des garçons et des filles. Pourtant, le Prophète (PSL) avait bien recommandé à ses compagnons d'apprendre de son épouse, Aïcha, qui était un puits de sciences*"

Abdel Nourou Khaled du Nigéria

"*Nous souffrons des mêmes problèmes que les pays du Sahel, l'absence d'autonomisation des femmes, la scolarisation des filles et leur maintien à l'école, mariage précoce. Seulement, nous avons développé dans l'Etat de Kano une expérience pilote du Nigerian Interfaith action association et le Centre d'éducation de jeunes filles de Zaria. Beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, dont la Mauritanie, sont d'ailleurs venus pour s'inspirer de ces modèles*"

Dr. Murdiyya Abas Mashi du Nigéria, « Au Nigéria notamment à Zaria dans l'Etat de Kano, nous avons ouvert des espaces sûrs où les adolescentes peuvent obtenir des informations utiles sur la santé reproductive et sexuelle, sur l'importance des études et de la scolarité, les violences basées sur le genre…Autant de questions, dont certaines qu'elles ne pouvaient même pas aborder avec leur propre mère, mais qu'elles arrivent à soumettre à leurs enseignantes. Car, dans ces espaces sûrs, nous sommes parvenus à établir un climat convivial et de confiance. »

Travaux de groupe : identification des obstacles à la feuille de route

Les pays ont restitué, au deuxième jour de la conférence, les travaux de groupes entamés la veille et qui ont porté sur la désignation des zones concernées par le SWEDD, les défis majeurs et leurs causes. L'objectif était d'identifier les problèmes auxquels font face les pays dans l'élaboration de leur feuille de route. La restitution a été faite par les six pays SWEDD.

Burkina Faso : quatre zones d'intervention avec plusieurs défis (niveau élevé de mariage d'enfants, faible accès des femmes aux AGR, faible taux de scolarisation des filles…)

Côte d'Ivoire : douze zones d'intervention, avec comme défis à relever, mariages précoces, accès services de santé sexuelle, faible dialogue parents-enfants, promotion des droits des filles, faibles compétences SR.

Mali : identification de défis relatifs à la santé de la reproduction (insuffisance centres de santé et personnel, méconnaissance de la SR, pesanteurs socioreligieuses, pauvreté, mariage des enfants), à l'éducation (revenu faible des ménages, éloignement), à l'emploi des jeunes (inadéquation marché du travail, faible capacité en formation professionnelle), au mariage des enfants et sur les questions de genre.

Mauritanie : quatre zones d'interventions et des défis importants relevés dans le domaine de la SR (fort taux de mortalité maternelle et infantile, faible prévalence PF), l'éducation (forte déscolarisation des filles au secondaire, mariage précoce), emploi (fort chômage des femmes, faible accès au marché du travail), fort taux de mariages précoce et de VBG).

Niger : cinq zones d'intervention et des défis liés à l'interprétation des textes religieux, MGF, déscolarisation des filles, fécondité élevé, mariage précoce, faible accès des femmes aux services de santé, exode des jeunes (filles et garçons).

Tchad : quatre zones d'intervention et des défiés liés au mariage précoce, déscolarisation des filles, mortalité maternelle élevée, VBG, pauvreté, abandon familial, VIH, chômage et MGF.

Directeurs de publication:
Mohamed Mélaïnie Ould Eyih
Brahim Vall Med Lemine
COMITE DE REDACTION
Siham Babana
Bouh Ahmed Salem
Cheikh Aidara
Hacen Amar Jawda
Mohamed Horma Khadad
MAQUETTE ET INFOGRAPHIE
Ahmed Baba, ICT UNFPA Mauritanie

UNFPA Mauritanie,
ilot K 159-160, B.P: 620
Tel. 00 (222) 45 25 48 08
00 (222) 45 25 84 39
Nouakchott, Mauritanie
http://mauritania.unfpa.org